

FERMETÉ, DÉTERMINATION, SÉRÉNITÉ...

La méthode Benghebrit

C'est à un véritable lynchage que fait face la ministre de l'Education nationale de la part du courant islamo-conservateur, tous segments confondus. Ceci en l'absence, à quelques exceptions près, faut-il le regretter, d'un soutien franc de la famille opposée, celle démocratique et moderniste.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Tous les chefs des partis islamistes et les autres personnalités de la mouvance verte ont tu leurs différences d'approche pour s'en prendre féroceement à Nouria Benghebrit dès son intronisation, il y a deux ans de cela, à la tête du tant névralgique secteur de l'éducation nationale. Et le scandale de la fraude généralisée à la session du bac de cette année leur a été cet «argument providentiel» pour escompter porter le coup de grâce à cette honorable dame, exigeant tout simplement sa démission ou, carrément, son renvoi de l'Exécutif. Que ce soit Fillali Ghouini, le secrétaire général du mouvement Islah, son homologue de Nahda, Mohamed Dhoubi ou encore le président du FJD, Abdallah Djaballah et son compère du MSP, Abderezzak Mokri ou encore Ahmed Dane du Mouvement de la construction nationale et Abdelmadjid Ménasra du FC, tout ce beau monde a momentanément mis de côté ses querelles de chapelle et de leadership pour vilipender, dans une communion rarement vérifiée, une Benghebrit qui a le «tort» d'être le seul ministre de l'Education, depuis Mustapha Lacheraf, à avoir une véritable feuille de route pour sortir ce secteur de sa déroute. Il

faut dire que le mal du secteur est tellement grand que le chantier auquel cette «dame de fer» s'est livrée relève presque d'une gageure et d'un pari fortement risqué quand on sait qu'il est gangrené de l'intérieur par les forces de la régression qui n'hésitent point à faire jonction avec leurs pairs des partis de la mouvance et de leurs relais associatifs et médiatiques. Preuve en est qu'à ses tous premiers pas, l'ex-première responsable du Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle (Crasc), a été la cible d'attaques ininterrompues du courant islamo-conservateur, accusée qu'elle est «d'atteinte à l'unité et à l'identité nationales, de remise en cause de l'enseignement de la langue arabe et de l'éducation islamique, de franciser l'enseignement, ...». Des détracteurs qui ont été jusqu'à remettre en cause le patriotisme et le nationalisme des aïeux de l'honorable ministre. Autant de «lignes rouges» auxquelles Benghebrit a opposé sérénité et détermination à poursuivre son projet, «piochant» même dans le terreau de ses détracteurs pour leur apporter la contradiction.

Et il faut admettre que la ministre de l'Education nationale bénéficie du soutien franc et direct du gouverne-



Nouria Benghebrit.

Photo : Samir Sid

ment et celui du secrétaire général du RND et néanmoins directeur de cabinet du président de la République. A cet appui, s'ajoutent celui du PT tout aussi clair et celui, certes «un peu timoré» du RCD qui s'est, à l'occasion, départi quelque peu de son opposition sans concession au pouvoir ces dernières années. Car pour le reste des «forces» démocratiques, qu'elles relèvent de l'opposition ou de l'allégeance, c'est la prudence qui est de mise. C'est ainsi que le Premier ministre a réaffirmé, avant-hier, dans son intervention à la 19^e tripartite, la «détermination du gouvernement à poursuivre les réformes engagées dans le secteur de l'éducation car l'Algérie a besoin de modernité». Et à Abdelmalek Sellal de dénoncer «certaines parties qui tentent de saborder cette évolution». Ce qui sonne comme un soutien on ne peut plus

franc et net à Benghebrit au moment où beaucoup craignaient un «lâchage» de la dame comme le pouvoir a l'habitude de procéder quand il est acculé, notamment par le courant islamo-conservateur. Et comme un bonheur n'arrive également jamais seul, le même jour, la ministre de l'Education bénéficie d'un autre soutien et pas des moindres. Celui de Ahmed Ouyahia qui a franchement pris sa défense, estimant qu'elle «s'applique à mettre en œuvre un programme de réforme qui date de 2000 déjà contesté par les conservateurs». Et de considérer que l'affaire de la fraude au bac relève d'un véritable «complot» puisque, selon lui, «on veut lui faire payer la facture sur le dos des 800 000 candidats au bac».

Aussi, le Parti des travailleurs voit dans cette fraude «une œuvre de déstabilisation de l'ensemble de la famille de l'éducation nationale ; fonctionnaires, élèves, parents d'élèves», voire une «opération visant à jeter le discrédit sur un examen national et par ce biais, déstabiliser l'Etat qui l'organise. Soutenant les «enquêtes diligentées pour débusquer tous ceux qui sont impliqués dans ce complot gravissime, le PT dénonce les voix qui s'élèvent pour tenter de mettre en échec les efforts de Nouria Benghebrit qui visent à réformer, algérieniser et à ouvrir notre système éducatif sur l'universalité, renouvelant son soutien à la ministre qui fait face digne-

ment à cette épreuve douloureuse et condamne tous ceux qui ont utilisé la provocation pour s'attaquer à elle de manière immorale, en demandant sa tête, et en tentant de jeter l'opprobre sur l'ensemble de la famille de l'éducation nationale».

Complot, voilà un qualificatif dont usera également le président du RCD qui se démarque et nettement de ses pairs notamment «Verts» au sein de la CLTD (Coordination des libertés et la transition démocratique) et de l'Icso (Instance de concertation et de suivi de l'opposition).

Pour Mohcine Belabbas, la fuite de certains sujets lors de l'examen du baccalauréat relève d'une opération «commandée, organisée et bien étudiée». Soit les attributs d'un «complot» en bonne et due forme, dirigé «pas seulement contre la ministre en personne mais contre l'Etat dont la déliquescence vient d'être une fois de plus ainsi démontrée».

Mais la ministre de l'Education nationale bénéficie aussi et surtout du soutien le plus franc, le plus significatif de tous, celui du petit peuple. Via les réseaux sociaux, ils sont nombreux les Algériens, notamment les jeunes et ceux des vieilles générations, ceux qui ont eu à se frotter à la «bonne vieille école», à exprimer leur soutien indéfectible à Benghebrit, tournant en dérision ses détracteurs auxquels ils tiennent à rappeler bien de tares qui font leur face cachée.

M. K.

EXAMEN PARTIEL DU BAC

Ce sera le 19 juin

Les épreuves partielles du baccalauréat seront refaites du 19 au 23 juin prochains. C'est ce qu'a annoncé la ministre de l'Education nationale, hier. Sept matières sont touchées par la fraude pour la filière sciences expérimentales. Les candidats des filières mathématiques, techniques mathématiques et gestion économique sont également touchés par les trois sujets en commun avec les scientifiques.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Au total 38% des candidats au bac vont refaire les épreuves partielles programmées pour les 19, 20, 21, 22 et 23 juin prochains. Soit en plein mois de Ramadhan, alors que le calendrier des examens a été changé afin d'éviter aux 800 000 candidats au bac de composer durant ce mois. Les candidats peuvent retirer leurs convocations à partir du 13 juin.

La ministre de l'Education, qui a animé hier une conférence de presse, a indiqué que sept matières sont touchées par la fraude. Il s'agit des sciences de la vie, physique, mathématiques, anglais, français, histoire-géographie et philosophie pour la filière sciences expérimentales.

Pour les candidats des filières mathématiques, gestion économique et techniques mathématiques, ils vont devoir repasser les sujets en commun avec les scientifiques. Il s'agit de trois matières à savoir, anglais, français et philosophie.

Compte tenu du mois de Ramadhan, les candidats vont repasser les examens sur un rythme moins

accélééré à raison d'une matière essentielle par jour. Le 20 juin, les candidats vont recomposer les maths de 9h à 12h30.

Le mercredi 21 juin, les sciences entre 9h00 et 13h30 et le jeudi, les examens vont se terminer avec la physique entre 9h00 et 12h30.

Concernant les retardataires, environ 1 000, ils auront une deuxième chance pour composer seulement dans les matières touchées par la fraude. Les fraudeurs, par contre, ne sont pas concernés par cette deuxième session.

Nouria Benghebrit a souligné que les résultats du bac seront affichés durant la deuxième semaine du mois de juillet pour toutes les filières. «La fuite des sujets ne peut pas être considérée comme une simple opération de triche, les personnes qui sont derrière ce crime ont voulu por-

ter atteinte au pays», a indiqué la ministre de l'Education.

Vers la suppression du bac ?

Nouria Benghebrit a déclaré hier que la session du bac 2016 est la dernière dans la formule actuelle. Les épreuves du baccalauréat vont connaître une réforme à partir de l'année prochaine.

Les résultats de la commission chargée de réformer cet examen seront bientôt annoncés, a-t-elle souligné. Il est urgent, dit-elle, que le secteur s'adapte au développement des nouvelles technologies de l'information.

La commission devait trouver une formule pour réduire les jours du bac à trois jours au lieu de cinq jours. Cependant, plusieurs autres pistes

sont encore à l'étude. «Rien n'est exclu même la suppression du bac», nous indique-t-on. En effet, certaines parties qui pensent que le bac a perdu sa crédibilité depuis plusieurs décennies, défendent l'option d'orga-

niser un concours d'accès à l'université à l'image des pays anglo-saxons. Dans ce cas, l'examen du bac, hérité du système français sera supprimé.

S. A.

Filières et matières concernées

Sciences expérimentales	Mathématiques	Gestion et économie	Technique mathématique
- Sciences et vie - Physique - Maths - Anglais - Français - Histoire-géo - Philo	- Anglais - Français - Philo	- Anglais - Français - Philo	-Anglais - Français - Philo

FUITES ET ORGANISATION D'UNE SESSION DES ÉPREUVES

PARTIELLES DU BAC

Le Satef réagit et défend Benghebrit

Le Satef vient de rendre publique une déclaration où il salue la décision du gouvernement d'organiser une session de rattrapage des épreuves du bac touchées par la fraude et exprime son soutien au projet de réforme entamé par la ministre de l'Education.

«Le baccalauréat version 2016 vient d'être souillé par des énergumènes sans foi ni loi», dénonce de façon énergique le Satef qui dit avoir toujours milité pour l'ancrage et le respect des principes d'éthique au sein de l'école algérienne. «Il ne peut y avoir de savoir sans moralité ni

éducation : notre école est utilisée depuis des décennies par des charognards à des fins politiciennes, politiques et idéologiques», estime le syndicat autonome, déplorant que le niveau et la qualité de l'enseignement au sein de l'école algérienne ne cesse de régresser, au point de pro-

duire «une génération d'analphabètes trilingues et parfois même des terroristes». «L'espoir apparu avec la nomination de M^{me} Benghebrit qui a mené un travail titanesque pour nettoyer le secteur de l'éducation s'est heurté à des oppositions persistantes», déplore encore une fois le Satef qui n'a pas manqué de vilipender certains «dépités» (lire députés) élus grâce à la «chkara», la corruption, la politique des quotas et la fraude, et qui, aujourd'hui, osent donner des leçons de morale à des hommes et des femmes intègres.

Par ailleurs, le Satef se déclare

favorable à une refonte de l'examen du baccalauréat, en proposant un planning de passage des épreuves en deux parties.

La première à la fin de la deuxième année secondaire pour les matières secondaires et la deuxième partie, à l'issue de la terminale (3^e année secondaire) pour les matières essentielles, selon le syndicat qui se dit aussi favorable à la réforme de l'Onec, l'Office des examens et concours, en raison de l'obsolescence de son mode et ses méthodes de fonctionnement.

S. A. M.